

Régions (Chapitre 1)

Le Maghreb en 2020 : quels constats pour quelle perspective ?

Rachid EL Houdaigui

De toutes les régions africaines, le Maghreb est de loin la région la moins intégrée, tant sur le plan politique qu'économique. Pourtant, elle réunit les éléments nécessaires pour créer un ensemble régional ; la proximité géographique, l'interdépendance économique et sociale et l'homogénéité cognitive, plus spécifiquement les similitudes des valeurs. Cette étude traite de la dynamique maghrébine durant l'année 2020, à travers l'analyse des enjeux et de leurs conséquences sur les perspectives géopolitiques régionales.

La situation du Maghreb en 2020 accentue la fragilité géopolitique de la région et la désillusion des Maghrébins, qui s'attendaient à un engagement formel des pouvoirs politiques pour la normalisation des relations régionales et la relance du processus d'intégration.

Cette situation tire son essence d'un certain nombre de facteurs de puissance qui animent le jeu politique régional depuis les indépendances, sur lesquels sont venus se greffer l'imbroglio libyen, la montée en puissance des acteurs infra-étatiques violents et la crise des transitions politiques. La rivalité maroco-algérienne, et son corollaire le différend du Sahara, se trouvent au centre du paradoxe maghrébin, tant par le poids des divergences profondes et durables entre les deux pays que par la persistance d'une conception désuète du leadership, aussi bien chez certains décideurs que chez une grande partie de l'intelligentsia maghrébine.

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire la dynamique maghrébine durant l'année 2020 que cette étude examinera à partir de deux constats (I, II) et d'une piste de réflexion (III).

- I. Des trajectoires nationales chargées d'inquiétudes ;
- II. Une géopolitique régionale chargée d'incertitudes ;

III. La voie de la normalisation stratégique et de la relance de l'intégration régionale ?

I. Des trajectoires nationales chargées d'inquiétudes

Dans une étude précédente¹, nous avons démontré que le vent de liberté qui a soufflé sur le Maghreb, suite à l'effet post-printemps arabe, a propulsé dans l'espace public l'individu comme acteur politique, et les droits politiques fondamentaux comme acquis inébranlable. La foule a, depuis, repris les devants pour provoquer les changements (révolution ou réforme) et continue à peser dans la gestion de la période de reconstruction politique. C'est tout un processus long, tantôt conflictuel, tantôt coopératif, qui façonne les dynamiques nationales. En 2020, les revendications économiques et

1. Rachid El Houdaigui, Les relations intermaghrébines, Étude trimestrielle N°4 - Janvier 2014, IRMEMO, Revue Futuribles, Paris. <https://iremмо.org/wpcontent/uploads/2020/11/4RelHoudaiguiRelationsInterMaghreb.pdf>

sociales qui animent des trajectoires politiques nationales, pourtant distinctes, s'imposent comme accélérateur de la tendance observée depuis 2011 ; celle de la dynamique du bas vers le haut, inversant le processus de production des politiques publiques d'une logique autoritaire à une logique inclusive et participative. Le citoyen, ou les groupes de citoyens, occupent l'espace public, tant et si bien que les autorités sont acculées à tempérer et à composer, alors même que l'équation maghrébine comporte deux défis majeurs aux conséquences imprévisibles sur la sécurité humaine et sur la stabilité des pays :

1. Une crise socio-économique d'ampleur

Le lien entre le niveau de développement économique et la sécurité est naturel, interdépendant et permanent. Toutes les théories des sciences sociales confirment bien ce lien ainsi que la réalité socio-économique maghrébine, qui demeure marquée par un déséquilibre structurel : la création de richesse qui ne profite pas toujours aux populations et à l'ensemble du territoire ; la croissance réalisée qui n'est pas suffisamment génératrice d'emploi.

La pandémie du Coronavirus (Covid-19) intervient, donc, dans un contexte économique maghrébin initialement perturbé, et constitue un choc d'ampleur inédit aux répercussions négatives palpables sur les économies maghrébines, et ceci à travers plusieurs canaux de contamination, tels que : la réduction du PIB selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) (Algérie -5,2 % ; Tunisie -4,3% ; Maroc -3,7% et Mauritanie -2,%)² ; l'aggravation du déficit budgétaire et la croissance de l'endettement ; la décroissance des importations de la zone euro, principal débouché des produits énergétiques, industriels et agricoles du Maghreb ; la baisse des investissements directs étrangers et la réduction des transferts en devises des Maghrébins résidant à l'étranger.

Autant dire que la Covid-19 a exacerbé les inégalités sociales rendant étroites les marges de manœuvre des gouvernements : décider des plans d'austérité dans un contexte social explosif, tout en prospectant de nouvelles niches pour relancer l'économie en l'absence de moyens financiers suffisants. Les effets de la Covid-19 ont transformé une double crise (politique et économique par principe) en triple crise ; les incertitudes sur le plan politique s'ajoutant aux problèmes économiques et sociaux de la zone. Cette incommodité aurait été certainement moins grande si l'intégration maghrébine était établie.

2. Le besoin d'un construit politique inclusif

Le contexte socio-économique et politique dans une bonne partie du Maghreb semble favoriser le développement de situations génératrices de désespoir et de manque de perspectives politiques et économiques. Ces états d'esprit contribuent, ensemble ou isolément, au conditionnement de l'individu et le prédisposent à basculer dans le radicalisme, politique ou religieux, voire dans le jihadisme

révolutionnaire. En effet, le débat intellectuel au Maghreb continue d'osciller entre, d'une part, la nécessité de s'engager dans le processus de modernisation et, d'autre part, la fidélité aux acquis culturels et culturels. Le débat n'est pas tranché mais l'inquiétude en constitue le principal aiguilleur. Le radicalisme religieux, par exemple, s'immisce dans l'interface de ce débat pour rejeter catégoriquement tout référentiel occidental et propose un modèle à l'antipode de la mondialisation.

Aussi, la stabilité des Etats dépendra-t-elle, à notre sens, de leur capacité à réguler de façon légitime le clivage idéologique et le caractère composite de la société : la violence demeure, pour l'instant, un moyen majeur de faire de la politique autrement, notamment en Libye et dans le voisinage sahélien. Le risque est grand de voir se propager ce mode opératoire dans l'ensemble du Maghreb, à travers un processus d'imitation. La réceptivité des idées extrémistes, le réveil des communautarismes et la problématique des minorités offrent, également, l'occasion aux réseaux salafistes et aux représentants des minorités de se projeter comme forces transnationales dans l'espace culturel maghrébin. Tout l'espoir repose sur la capacité des processus de transition politique à intégrer pacifiquement ces acteurs infra-étatiques dans un jeu politique consensuel.

II. Un contexte régional chargé d'incertitudes géopolitiques

Le poids des ambitions géopolitiques inconciliables continue à paralyser la dynamique d'intégration. Indépendamment des conséquences de la crise libyenne, la construction maghrébine est principalement fragilisée par le raidissement des positions des pays rivaux (Maroc-Algérie). En 2020, nous avons assisté à une rupture stratégique progressive entre le Maroc et l'Algérie et le glissement du Maghreb vers un véritable affrontement entre les deux pays. L'exacerbation générée des positions divergentes sur le Sahara ont conduit à une situation de rapport de force chronique: le 13 novembre 2020, l'armée marocaine lance une opération militaire destinée à sécuriser le passage de Guerguerate³ et à « restaurer la libre circulation civile et commerciale » sur la route qui conduit vers la Mauritanie ; le même jour, l'Algérie condamne l'intervention marocaine. Les antécédents maroco-algériens augmentent davantage le risque de rupture stratégique : guerre des sables en 1963 ; bataille d'Amgala en 1976 ; rupture diplomatique 1975-1988 ; fermeture des frontières terrestres depuis 1994. Dans la foulée, la course à l'armement s'est particulièrement accrue en 2020 sous forme de programmes de modernisation militaire, tant par une politique d'achat qualitative et diversifiée que par la mise en place de conditions favorables à la naissance d'une industrie de défense. Cette situation de rivalité accentue quatre tendances déjà ancrées dans la dynamique maghrébine :

3. Localité frontalière à l'extrême Sud-ouest du Sahara dans la région Dakhla-Oued Ed-Dahab. Ce poste dessert la seule route commerciale terrestre entre le Maroc et la Mauritanie.

2. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

- pris par les exigences de la construction politique et de la sécurité du territoire, les Etats poursuivent la mise en place de leurs politiques publiques en dehors du Maghreb ;
- les Etats se livrent à un jeu de puissance à voies multiples : Maroc-Algérie, logique de tension ; Algérie-Libye, logique de défiance ; Tunisie-pays du Maghreb/Maroc-Libye, logique de normalité ; enfin, logique alternant tension et séduction entre la Mauritanie et ses deux voisins : Maroc, Algérie.
- les puissances européennes et extrarégionales continuent d'ajuster leurs positions en fonction de leurs intérêts dans les pays du Maghreb. Les enjeux énergétiques, sécuritaires et politiques les poussent à adopter une démarche équilibrée pour maintenir leur présence et leur rôle dans la région ;
- la conviction de l'idéal maghrébin semble être fortement altérée par les échecs successifs de la relance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) : peut-être que certains Etats ne sont pas encore prêts à céder une partie de la souveraineté nationale à une structure supranationale. L'Algérie, par exemple, non encore membre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), n'exprime pas le besoin de développer l'intégration maghrébine, considérant que le coût est plus élevé que les bénéfices. Alors, le Maroc et la Tunisie, déçus par l'absence d'un marché commun, fondent leur espoir sur la future Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

L'absence de l'unité maghrébine s'illustre, également, par l'absence de coordination sécuritaire, notamment entre le Maroc et l'Algérie, face à des réseaux terroristes qui adoptent une stratégie de déploiement régionale sahélo-maghrébine autour de trois foyers majeurs : l'espace sahélo-saharien et sa façade atlantique ; le périmètre Tindouf-frontières marocaine et mauritanienne ; le sud du territoire libyen. En effet, la porosité des frontières maghrébines et l'instabilité politique en Libye et au Sahel continuent de favoriser la mobilité de ces réseaux et l'émergence de certaines zones « désétatisées », notamment au Sahel.

Ces développements, géopolitique et sécuritaire, confirment la durabilité des clivages de tous genres qui mettent en péril la stabilité du Maghreb, voire même l'unité territoriale de certains pays. Il est difficile de se prononcer sur les perspectives futures tant la situation demeure confuse et imprévisible, dans un contexte d'immobilisme conforté par l'optique égoïste et primaire de l'intérêt national et par les fausses perceptions.

III. La voie de la normalisation stratégique et de la relance de l'intégration régionale ?

L'année 2020 a démontré que les logiques de la centralité de l'Etat-nation, de la quête du leadership et de l'intérêt national exacerbé continuent à façonner les relations inter-maghrébines. Pourtant, la région dispose de plusieurs leviers

pour atténuer le poids des égoïsmes nationaux et préparer simultanément cinq conditions préalables à une véritable intégration régionale globale.

D'abord, la relance du processus régional aura besoin qu'un nouvel équilibre soit trouvé entre la primauté de l'intégration économique et la défense légitime de l'intérêt national. Les Maghrébines doivent impérativement substituer les bases, sociale et démocratique, de la construction maghrébine au paradigme étatiste qui façonne leurs relations depuis les indépendances.

Ensuite, la détente maroco-algérienne est la condition sine qua non ; c'est, en fait, l'alpha et l'oméga de la stabilité du Maghreb. Autant dire que les deux pays devraient engager un dialogue stratégique s'ils veulent que la situation tendue de leur relation n'échappe pas à leur contrôle ; un dialogue qui doit poser les bases de l'apurement d'un passif lourd, dont celui généré par le différend du Sahara.

Puis, le Maghreb a l'obligation de consolider les processus démocratiques. En effet, la réussite des réformes politiques dans l'ensemble des pays créera certainement le besoin de la réactivation de l'UMA, portée, non seulement par des liens organiques entre Etats, mais surtout par les forces utiles et émancipées de progrès parmi les sociétés civiles maghrébines. Aussi les liens sociétaux ont-ils plus de chance de se renforcer et d'agir durablement comme levier de l'unité maghrébine.

Après, il faudra prendre des mesures urgentes normatives dans le cadre de l'UMA, en mettant à jour les accords déjà signés et assurer l'application de leurs dispositions tout en procédant à la conclusion de nouveaux accords à caractères global et sectoriel. Les cinq pays membres devraient engager, également, un débat sur l'amendement du traité de Marrakech pour y introduire de nouvelles dispositions institutionnelles et politiques autour de la démocratisation du processus décisionnel, en renforçant davantage le pouvoir des conseils des ministres, et la mise en place d'un parlement élu sur le modèle du parlement européen.

Enfin, pour éviter que le Maghreb soit dépendant des conjonctures politiques et géopolitiques internationales, les cinq pays devraient faire preuve d'une forte volonté d'autonomie stratégique vis-à-vis du jeu des grandes puissances, soucieuses de préserver leurs acquis stratégiques, politiques et économiques.

Conclusion

Les axes développés dans cette étude nous enseignent que seul un projet de communauté d'intérêts réalistes sur la base d'un consensus stratégique serait le moyen d'inscrire le Maghreb dans l'Histoire, après des décennies d'errance géopolitique. La résurgence des éléments de blocage a toujours entretenu le statut quo, et il est à espérer que le lancement d'un processus politique conciliant des éléments de divergence arrive, par effet d'entraînement, à déclencher une bonne dynamique de détente et de coopération. Comme dit le proverbe : « il n'est pas interdit de rêver ».

À propos de l'auteur Rachid EL Houdaigui

Rachid El Houdaigui est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il occupe le poste de professeur des relations internationales à l'Université Abdelmalek Essadi (Tanger Faculté de droit). Il est également professeur au Collège Royale de l'Enseignement Militaire Supérieur (Kenitra) et professeur invité à l'Université de Cergy-Pontoise (Paris), l'Université de Cadix (Espagne) et à La Sagesse University (Beyrouth, Liban). Mr. EL Houdaïgui est auteur de nombreux ouvrages et articles traitant des relations internationales et de la géopolitique: de la Méditerranée, l'Afrique du Nord et le monde arabe. Aussi, il est co-directeur de la revue hispano-marocaine «Paix et sécurité internationale» et responsable de l'Observatoire d'études méditerranéennes (Université Abdelmalek Essaadi).

À propos du the Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain..

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma